Des cosmopolitiques incarnées : des partis et des ennemis

Dominique Boullier

Cerisy Colloque Cosmopolitiques Septembre 2004

Le statut de celui qui parle de politique ne saurait être ignoré dès lors que l'on veut rendre compte de l'engagement des humains pour fabriquer de la politique. Je dis bien de la politique au sens politicien du terme, celle qui se fait dans les urnes, dans les institutions, dans les partis, dans les médias et non du politique comme catégorie de pensée abstraite et souvent désincarnée. C'est parce que j'ai été élu, adjoint au maire de Rennes pendant 6 ans et parce que je suis membre d'un parti que je peux dire quelque chose de l'expérience de l'engagement qui fut le mien. Pour ces raisons mêmes, mon propos sera émaillé d'histoires « vécues » mais manquera sans doute de l'armature théorique nécessaire à tout travail sérieux de science politique.

En m'inscrivant dans la discussion des thèses de Bruno Latour sur les « Politiques de la nature »[1], je vise à donner une approche empirique à sa métaphysique comme il la désigne lui-même. Les quatre moments qu'il identifiait dans toute construction politique étaient : la perplexité, la consultation, la hiérarchie et l'institution. Il se trouve que ces termes mériteraient d'être connectés un peu plus à la terminologie propre aux « acteurs eux-mêmes » de la vie politique. Nous trouverons alors en face de chacun des termes de B. Latour : la critique, la mobilisation, les élections, les décisions. Cela se traduit par des activités très équipées, à diverses échelles, et tout militant qui a un peu pratiqué cet engagement sait comment monter un argumentaire, convoquer des réunions, tenter de rassembler des alliés, etc…

Modèle de B. Latour	Perplexité	Consultation	Hiérarchie	Institution
Terminologie des acteurs politiques « eux-mêmes »	Critique	Mobilisation	Elections	Décisions

La condition préalable pour penser ces phases de la politique, indépendamment de leur dénomination, consiste à reconnaître en premier lieu que le modèle dominant de la vie politique est centré sur l'existence d'un Etat et d'un Etat qui est nécessairement séparé de la vie civile. Cette coupure Etat /société civile doit être admise comme un point de départ, chaque époque, chaque régime, et chaque parti proposant de gérer/ atténuer/ masquer cette coupure à sa façon. Mais cette centralité de l'Etat dans la vie politique, qui a été encore renforcée par le mouvement démocratique associé à la modernité, sous la forme de l'Etat nation et de la démocratie représentative, qui doivent précisément traiter cette coupure, est en fait remise en cause dans le contexte hypermoderne qui est le nôtre. De nombreuses autres sphères en effet peuvent prétendre exercer un pouvoir effectif de contrôle sur la société, les grands groupes financiers comme les laboratoires de recherche et développement comme l'a montré Ulrich Beck[2], qui désigne ces autres sphères sous le nom de « sub-politique » qui

[1] LATOUR, Bruno.- Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie, Paris : La Découverte, 1999.

[2] BECK, Ulrich. -La société du risque, Paris : Aubier, 2002. et BECK, Ulrich. -The reinvention of politics Cambridge: Polity Press, 1997.

échappe en réalité à toutes les procédures démocratiques. On peut ainsi comprendre que tous les débats sur les formes de gouvernance et de régulation sont des tentatives à la fois conceptuelles et empiriques pour recoller les morceaux d'une sphère politique instituée certes comme coupée de la société mais aussi devenue de plus en plus fragmentée.
De la même façon, nous pouvons identifier une coupure qui ne doit pas être confondue avec la précédente, entre peuple et gouvernement : c'est un thème récurrent de la critique contemporaine que de dénoncer la coupure des élus vis à vis de leur base, de remettre en cause les motivations civiques de leurs engagements, de discréditer l'ensemble d'une classe politique, à travers les scandales à répétition qui font la une des journaux. Le détachement vis-à-vis du peuple a été organisé dans les institutions comme condition pour que le gouvernement puisse agir à la place de, comme tenant-lieu, sans être sans cesse prisonnier de son mandat mais toute la vie politique, dans la forme critique évoquée comme dans sa forme instituée, va tourner autour des épreuves qui permettent de garantir une forme de lien, les élections. Or, ces élections, qui produisent des élus détachés, ne fonctionnent qu'avec une seule matière première, des candidats en chair et en os, des humains très attachés : et la critique systématique des élus, dans sa version populiste, est aussi une façon de se plaindre de ce que ces élus soient restés trop humains, enclins à des passions pour le pouvoir, pour l'argent, etc.. Les deux corps de l'élu, pour exploiter abusivement la théorie de Kantorowicz sur les deux corps du roi, doivent donc être correctement assemblés, mais sont toujours menacés de fracture : l'élu doit être « du peuple » mais doit aussi être « le peuple », et cela se vit dans des transformations personnelles, dans les corps des élus eux-mêmes. La mutation psychologique est éprouvée personnellement par chacun des élus, dès lors qu'il accepte le jeu de l'incarnation et qu'il ne se réfugie pas dans une posture critique, toujours possible lorsqu'on n'occupe aucune responsabilité.
Nous obtenons ainsi une petite ontologie de base : d'un côté le peuple avec ses activités critiques et ses mobilisations, qui correspondent à ces deux moments traduits de B. Latour dans les termes de l'activité militante. De l'autre, le gouvernement est désigné par des élections et son activité principale consiste à prendre des décisions, les deux autres moments déjà évoqués. Cette division simpliste ne rend pourtant pas compte d'un maillon essentiel dans le chaînage des deux sphères : les partis, qui sont supposés les relier et surtout qui vont opérer la conversion entre les êtres du peuple et les êtres du gouvernement, qui vont être le peuple. Et ce travail se fait sur des êtres de chair, le travail des partis est un travail d'incarnation.

Les partis comme élevage intensif hors-sol

Les partis et leur fonctionnement sont trop souvent ignorés des analyses politiques, alors que ce travail de conversion et d'incarnation s'y fait, à travers une socialisation prolongée qui aura toute son utilité par la suite. Le peuple est certes aussi structuré par des associations, des corps intermédiaires, des ONG, etc.. et le gouvernement s'appuie, certes, sur un parlement, ce qui ne doit pas être ignoré pour éviter toute vision informe du peuple ou du gouvernement. Mais les partis tiennent un rôle à part comme opérateurs de conversion des corps des élus, et ce seul fait constitue une dimension dite autonome de la sphère politique instituée. Cette socialisation est un élevage intensif, long, et finit par produire cet effet de séparation, hors-sol, reproché souvent aux politiques mais qui est aussi en partie la condition même de la compétence politique.
Toutes ces activités sont régulées par des institutions, par des cadres, des règles, différentes selon les pays : selon les règles adoptées, le rôle des partis sera renforcé ou diminué, ou leur

regroupement sera favorisé (la bipolarisation) ou au contraire l'émiettement rendu possible, etc.. La tension entre peuple et gouvernement, via les partis, est donc aussi affaire d'architecture institutionnelle, qui organise la « fabrique des élus » de façon différente selon les choix effectués. Ces règles portent notamment sur l'organisation de l'épreuve centrale de la vie politique démocratique que sont les élections. Il est difficile d'imaginer à quel point dans la vie des partis, les élections représentent des échéance cruciales, vitales, qui doivent mobiliser toutes les énergies. Non seulement parce qu'elles sont centrales mais parce qu'elles deviennent permanentes, comme une obsession constante, qui doit toujours être présente dans la tête des responsables du parti mais aussi de chaque élu ou futur candidat, dont le sort personnel est soumis à cette incertitude majeure, qui touche directement la vie quotidienne, la vision de l'avenir et l'image de soi. Si l'on admet la prégnance de ces épreuves que sont les élections, il devient alors difficile de traiter les processus de « composition » que l'on met souvent en avant dans les activités cosmopolitiques : nous avons plutôt affaire dans cette vie politique instituée, à des « oppositions » et des « dispositions ». Des oppositions parce qu'il faut tout penser en termes de rapport de forces, contre les adversaires déclarés mais aussi vis à vis des partenaires, des alliés, qui sont toujours en même temps des concurrents. Des dispositions parce qu'une grande partie des ressorts de l'action et des situations sont déjà institués, sont déjà présents et ne peuvent en rien être redéfinis par les collectifs.

Les choses du peuple, les choses du gouvernement, les choses des partis

Les relations aux choses, au sens de Bruno Latour reliant la chose publique à la matérialité des dispositifs, sont supposées faire le lien entre tous ces êtres, le peuple, les partis et le gouvernement, les uns et les autres traitant des mêmes questions ou problèmes et intervenant dans un monde commun équipé. Les choses pourraient ainsi passer d'un état 1 lorsqu'elles sont traitées par le peuple à un état 2 lorsqu'elles sont reprises et transformées par le gouvernement via les partis, dans un cheminement qu'on pourrait croire linéaire. Or, le travail des partis n'est en rien un simple rôle de transmission ni même de conversion des choses publiques en choses politiques. C'est un travail d'épuration sévère, un travail de détachement, qui vise à sélectionner ce qui dans les choses du public peut avoir droit de cité dans le monde politique. La formule magique de ce travail est la suivante : « ça, c'est pas politique », ce qui constitue une disqualification durable des choses en question, voire même des acteurs qui y sont attachés. Les traits de ce qui est éligible comme « politique » sont de deux types : non particulier et non technique.
Un problème quelconque ne peut être retenu comme « politique » qu'à la condition de permettre une montée en généralité, pour sortir du local, des intérêts particuliers, des lobbies, des histoires, de tout ce qui constitue la vie des choses du public. Les militants des partis apprennent précisément cela, et se caractérisent d'ailleurs dans les débats ou dans les actions de terrain par une furieuse tendance à monter très vite en généralité, à ramener immédiatement le cas local à une question classique du débat politique, vers un adversaire habituel non particulier, etc..
J'avais ainsi créé une association locale contre le tracé d'une route puis d'un TGV qui menaçaient un bois[3]. Ce type de regroupement fut aussitôt classé dans les intérêts particuliers, dans les choses des riverains qui ne peuvent avoir aucun statut politique. Le parti écologiste lui-même considérait cette affaire comme « non-politique » puisque dans ce collectif, étaient associés des gens de droite, des chasseurs, etc.., ce qui entraîne la disqualification immédiate ! Devenant élu, j'aurais pu encourir une autre critique de sortie hors de la sphère du politique en

[3] J'ai rendu compte de cette expérience dans BOULLIER, Dominique.- **Derrière chez moi… l'intérêt général,** Paris : Textuel, 2001 (collection Le Génie associatif).

prenant en charge ce dossier de façon très technique, ce qui est un risque naturel dès lors qu'on veut entrer dans le détail des choix et des motivations de choix et qu'on veut imaginer des solutions techniquement viables. Or, cette forme de traitement des choses est aussi disqualifiée comme non politique. Le travail de l'association a donc consisté, au contraire de toutes les recommandations des politiques, à maintenir un lien constant de nos analyses avec les réalités du terrain, en évitant toute montée en généralité abusive, qui aurait entraîné l'apparition de clivages stéréotypés faisant éclater l'association. Le collectif restait concentré sur la nécessité d'obtenir gain de cause, vraiment, et non de profiter seulement de l'occasion pour faire une agitation idéologique. De ce fait, l'association a dû produire des solutions techniques imaginatives, d'autres solutions de ralentissement et de circulation des voitures, puis un troisième tracé qui a d'ailleurs été retenu par la SNCF.
Or, du point de vue des politiques, et particulièrement des élus, il est aussi important de ne pas se laisser prendre dans les formes techniques de la décision, puisqu'il existe des services techniques, une administration qui est constitutive de l'Etat aussi. L'élu devra tout autant se mettre à distance du peuple et de ses intérêts particuliers que des techniciens et de l'administration et de leur préoccupation de gestion des choses. La délégation doit éviter à l'élu de devenir technicien à la place des techniciens : un élu peu socialisé à la vie politique réelle comme je l'étais, arrivant avec des compétences professionnelles, doit apprendre à sortir de ses domaines de compétence habituels précisément pour pouvoir traiter politiquement les choses et laisser la gestion opérationnelle à ceux dont c'est le métier. S'intéresser au détail du montage des systèmes d'information municipaux , « c'est pas politique ».
Lorsque j'ai lancé le projet Salvatierra de résidence HQE (Haute Qualité Environnementale) de 40 logements sur 5 étages, construit en terre, bois et chanvre, et permettant des économies d'énergie de 75% par l'effet d'inertie du bâtiment, il fallait pourtant intervenir dans le détail des choix techniques. Ils composaient en effet un dispositif technique à partir de traditions locales (la bauge) qu'il fallait néanmoins réinventer, associées à des matériaux de très haute technologie (triple vitrage avec argon, qu'on ne trouve qu'en Allemagne). Le partenariat avec l'organisme de logement coopératif, avec l'architecte, avec les ingénieurs de la Ville était excellent pour la bonne raison qu'il se déroulait en fait sur un terrain technique, hors du champ politique officiel. Pourtant, pour obtenir les accords et notamment les engagements de soutien financier de la Ville, il fallait faire revenir ce projet dans le champ politique, alors que je ne disposais d'aucun allié. C'est en faisant un grand détour par l'Europe et son programme Thermie que j'ai finalement pu obtenir cette reconnaissance, car, en revenant de Bruxelles avec un appui financier important, je faisais la preuve qu'il existait ailleurs une reconnaissance de ces « choses », certes plutôt technocratique comme tous ces programmes européens, mais qui permettait à la Ville de se mettre en avant et de faire un coup politique. Dès ce moment, l'objet est devenu politique et de façon significative m'a été quasiment enlevé des mains, pour revenir dans l'escarcelle d'un grand élu !
Les choses, lorsqu'elles sont du côté du public ou du côté des techniciens, sont de l'ordre du cosmos, d'un ordre issu de la pratique, alors que à travers le filtre du parti, elles passent dans l'ordre de la taxis, d'un ordre arrangé, abstraitement, poussant au ou bien /ou bien, alors que dans le cosmos tout est attaché. Cet ordre arrangé que construisent les partis s'organise aussi autour de choses propres aux partis : les camps et les programmes, qui sont supposés conserver un rapport avec les choses du public ou des techniciens, mais cela reste une hypothèse parfois volontariste. Attention cependant à ne pas mettre tout le poids du monde sur les partis, car les choses du public et celles des techniciens peuvent en fait se connecter entre elles sans avoir à passer par la médiation des partis, par leur filtre. En revanche, lorsque ce sont des humains qui font le tour et cherchent à entrer au gouvernement sans passer par la médiation des partis, ceux que l'on nomme «représentants de la société civile », les risques

sont grands (et vérifiés) qu'ils n'aient aucune prise sur les leviers politiques proprement dit ou mieux, qu'ils se fassent disqualifier comme supertechniciens, qu'ils n'aient pas subi le formatage propre aux partis.

Faire comme si : agir, décider, trancher

L'impératif d'action est une autre constante de l'action politique du gouvernement, vraiment tyrannique par certains côtés, quelque soit par ailleurs sa qualité, sa pertinence ou l'accord trouvé sur l'action conduite. L'important est de manifester que le pouvoir politique sert à quelque chose et qu'il a agi, qu'il a laissé sa trace : donner des preuves de son action est une des activités constantes, qui suppose notamment de faire connaître, de jouer au moins l'opinion. Mais cet impératif d'action se trouve aussi chez les partis. Avec le même rapport périphérique à la question de l'efficacité : les partis mobilisent et sont satisfaits d'avoir mobilisé, alors même que leur action n'aura eu aucun effet réel sur les questions qu'ils voulaient soulever. Ce travail constitue une mise en forme des choses en tant que causes : les partis mobilisent sur des causes, recrutent, manifestent leur existence, de cette façon, mais organisent ainsi activement la coupure avec les choses, avec le cosmos.
Autre impératif du gouvernement : décider. La production des lois est une activité essentielle, qui laisse des traces avec des noms d'élus, quitte à ce que les décrets ne suivent pas et que les lois en question s'empilent sans aucun poids dans le réel. A tel point que le quotidien des élus se résume parfois à une fonction de machine à décider, tant la vitesse et la quantité de décisions éloignent de toute forme abstraite de délibération. Les commissions municipales par exemple sont un lieu où l'on doit « trancher », c'est la formule consacrée pour manifester le forçage que représente souvent la décision. L'élu manifestera sa qualité politique par excellence, en devenant celui qui affiche sans complexe des certitudes pour trancher dans des dossiers parfois très complexes en quelques minutes, ce qui libère les techniciens de la responsabilité et des entremêlements infinis des cosmos dans lesquels ils travaillent mais ce qui dans le même temps renforce des fonctionnements stéréotypés. L'élu finit par se griser de cette capacité de décision rapide, indiscutable, où il incarne la volonté du peuple à lui tout seul parfois.
Les élus, à travers ces impératifs de l'action et de la décision, doivent ainsi « faire comme si » ce lieu du pouvoir était occupé et qu'il y avait bien un pilote dans l'avion. Les formes de la décision manifestent, au-delà de leur contenu, la compétence affichée de l'élu à « savoir ce qu'il fait », ce qui dans nos situations contemporaines complexes, n'est pas un mince avantage pour maintenir la confiance des populations, mais qui peut aussi bien disparaître très rapidement. Ce montage de fiction qu'est ce lieu de pouvoir vise donc avant tout à maintenir active la représentation intacte de la validité de la délégation de pouvoir qui est faite à travers l'élection. Il ne s'agit plus de représenter les attributs du pouvoir dans des tableaux comme le montrait Louis Marin[4], mais ici de travailler l'opinion qui est ce lieu moderne de la fiction du pouvoir.
Un contre-exemple de ce type de mise en scène du « pouvoir qui sait » fut mon comportement lors d'un incident à l'usine d'incinération. Des traces de radioactivité avaient été détectées dans certains déchets mais leur origine exacte était inconnue alors que la presse avait été prévenue quasiment en même temps que les élus. Je proposais alors à la presse un discours très cosmopolitique : « faisons des investigations, ne nous inquiétons pas outre mesure, admettons que nous ne savons pas et délibérons » (autocaricature, certes, mais peu éloignée des faits quand on prend un peu de distance). Ce type d'intervention était totalement

[4] MARIN, Louis.- **De la représentation**, Paris : Gallimard Le Seuil, 1994.

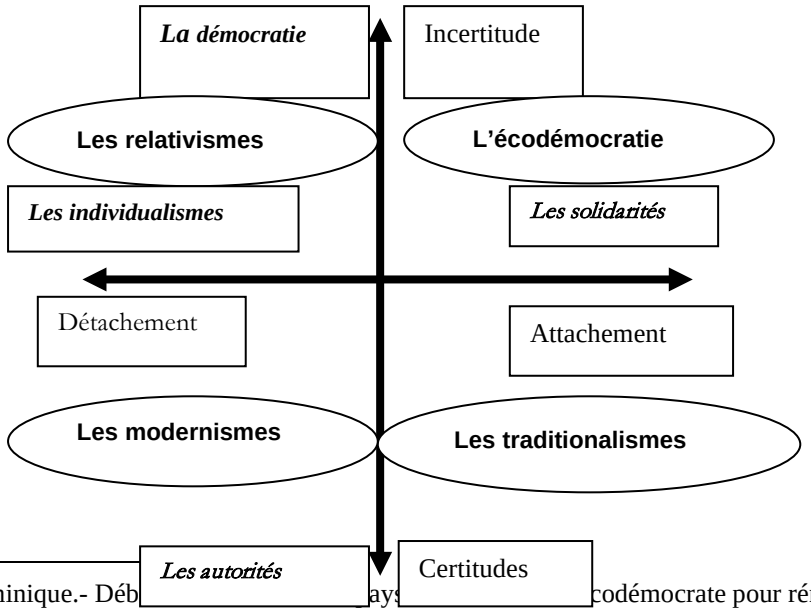
hétérodoxe par rapport à l'image qu'il convient de donner du pouvoir qui doit toujours savoir, agir, et décider. Trois heures après, ce dossier était repris en main par un des grands élus en charge des déchets ….et de la communication (!), qui annonçait qu'il savait qui était le coupable et que par conséquent, immédiatement, la ville décidait de ne plus accepter ses déchets. En fermant aussi rapidement la question, l'élu prenait un risque car les certitudes n'étaient pas si nettes quant à l'origine, mais il évitait au moins que l'image du pouvoir soit mise en cause, à travers les propos d'ouverture de controverse que j'avais pu tenir et qui conduisaient à une prolifération quasi radioactive (!) des doutes.

Des champs de bataille multiples et permanents : apprendre à survivre

L'élu se situe toujours dans un triple engagement : à la fois au gouvernement, dans le parti (où il faut toujours surveiller les manœuvres des uns et des autres pour les élections à venir), sur le terrain (sa circonscription, son quartier, son canton, etc..) et pour survivre il devra être présent en permanence sur tous les fronts, avec une dépense d'énergie souvent peu comprise. Il ne peut jamais espérer faire l'impasse sur les partis une fois élus. Les partis sont les seuls dispositifs de conversion de tout comportement en « politique », et c'est une expérience importante que d'avoir appris à ferrailler, à combattre, à forcer les adversaires à se positionner sur des lignes politiques dures alors qu'ils n'avaient que des incertitudes, etc.. Tout cela à l'intérieur des partis avant de le faire en position d'élus. Les partis servent ainsi à apprendre à survivre, dans un système institutionnel français qui renforce de toutes façons les clivages marqués. Ce savoir-faire est un « savoir survivre » qui vient compléter les modes de formation des élites politiques, comme l'ENA. Pour produire des élites politiques adaptées à l'arène politique, l'expertise ne suffit pas, ni la notoriété médiatique (les vedettes qui voudraient sauver les partis), ni encore le leadership social (issu d'une expérience de la société civile ou de la mobilisation dans les luttes). Ce savoir survivre (la « politique politicienne ») paraît peu valorisant mais il permet indiscutablement de s'aguerrir, de mettre à l'épreuve des capacités de ténacité, de pugnacité, d'alliances, de réseaux, de manœuvres, de résistance de l'ego soumis à des petites défaites voire à des humiliations dont il faut savoir se remettre.
Ce programme de formation d'un éthos politique paraît assez éloigné du travail de composition quasi métaphysique que l'on pouvait imaginer à travers les « politiques de la nature » de Bruno Latour par exemple. Pourtant, c'est sur ce travail dans le corps et dans les egos des politiques que se construisent les capacités de leadership qui donneront sa chance au travail de composition. Sans cette traduction radicale à travers le filtre des « hommes politiques », la composition resterait pur exercice argumentatif sans espoir d'atteindre l'institution. La capacité à gérer les dispositions et les oppositions, qui constituent l'espace politique institué, est une condition sine qua non pour effectuer le travail de composition. Comment faire parler de politique au sens du cosmos, cet ordre de la pratique, là où toute la dynamique institutionnelle des partis tend à produire de la taxis, un ordre pré arrangé, c'est tout l'enjeu des médiations qui vont être mises en place. Il n'est donc pas garanti que les « hommes politiques » fassent de la politique au sens des cosmopolitiques. Mais à l'inverse, des cosmopolitiques conséquentes ne sauraient ignorer ce saut, cette traduction en taxis que leur imposera l'ordre institué de la sphère politique, sous peine de demeurer d'aimables conversations de salons.

S'orienter avec une boussole

De façon à introduire un maillon supplémentaire, entre ces deux instances, j'ai construit un schéma qui peut être considéré comme une boussole[5], qui permet de cartographier les différentes positions en présence dans un débat quelconque selon des dimensions qui intéressent les cosmopolitiques. Cette boussole dépasse nécessairement le gauche/droite ou le haut/bas mais elle prend cependant au sérieux l'état actuel des argumentaires politiques et leurs mises en forme concrètes et situées. L'important est alors de vérifier si elle permet de produire une orientation du monde qui autorise une navigation, un déplacement en sortant du seul positionnement dans lequel l'autre nous met ou que nous adoptons comme centre. Car les positions de cette boussole ne sont pas aussi contradictoires qu'il y paraît, elles sont chacune une forme de composition que l'on peut trouver sous certaines conditions assez raisonnable ou tout au moins dont on peut s'inspirer pour effectuer le véritable travail de composition cosmopolitique.
La boussole que je propose croise deux axes, celui des attachements, terme intéressant parce qu'ouvert à diverses interprétations, et celui de l'incertitude, qui est un des changements de points de vue majeurs mis en évidence par l'écologie mais encore trop peu intégré à la pratique politique comme tel. Une traduction plus classique pour la langue politique serait un croisement entre un axe des solidarités (qui correspondent aux attachements, souvent de façon trop restrictive), et un axe de la démocratie (qui est rarement pensée comme institution de l'incertitude, alors qu'elle est réellement cela par la seule exigence de débat).

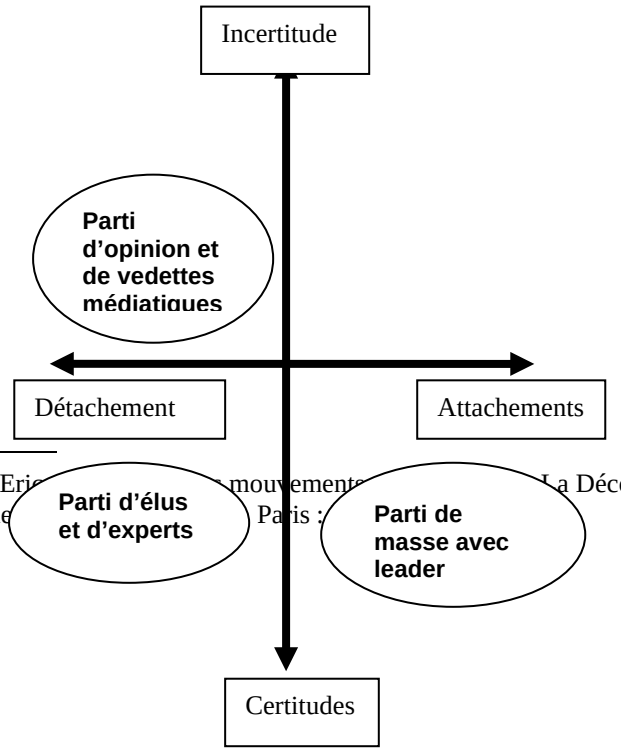


[5] BOULLIER, Dominique.- Déb ay codémocrate pour rénover la gauche et l'écologie politique, Paris : Editions Cosmopolitiques, 2003.

Les positionnements peuvent être alors répartis en quatre. Les traditions privilégient les attachements et construisent des certitudes sur ces attachements, souvent fort étendus puisque le cosmos y est inclus , avec tous les liens avec la nature que cela suppose dans chacun des actes de la vie quotidienne et sociale. Les modernes ont organisé au contraire la sortie de ces attachements et ont organisé en grande partie grâce au montage de l'activité scientifique le détachement comme procédure de constitution de la société émancipée. A tel point que ce processus de détachement infini est devenu un vecteur du temps et une certitude incontestable sous la forme du progrès. N'oublions pas cependant que les traditions restent bien vivantes et que le modernisme n'a jamais fini d'appliquer son programme.
Il est cependant dépassé, depuis près de trente ans, maintenant par les relativismes qui poussent à l'extrême le programme de détachement du modernisme mais n'ont pas la même assurance sur le sens de la flèche du temps (ils sont en ce sens hypermodernes) : l'incertitude devient un milieu de vie, une condition de survie et rien ne sert de vouloir la nier, autant plutôt surfer sur elle et profiter de ces opportunités, individuellement, puisque le détachement renforcé par l'incertitude, détruit tout collectif par définition . Tout se vaut dans ce monde, tout est équivalent à tout, et c'est en tant que tel un projet politique, surtout porté dans les médias et par quelques stars.
L'écodémocratie constituerait une quatrième position, « éco » parce qu'inspirée largement par l'écologie pour prendre en compte notamment des attachements élargis à tous les êtres qui composent un monde, et démocrate car il s'agit d'admettre, avec l'écologie aussi, l'incertitude générée par des interrelations entre êtres, entre systèmes naturels, techniques et sociaux à la fois, qui atteignent une complexité non modélisable ni maîtrisable à la mode moderne.

Les diverses formes de partis

Les types de partis sont alors différents[6] : des partis de masse avec leaders, selon un modèle autoritaire pour la tradition, des partis d'élus avec experts pour la pratique moderne (puisque les élus sont en permanence sous la coupe des savoirs scientifiques sortis de force et abusivement de leurs laboratoires, pourrait on dire), des partis d'opinion et de vedettes médiatiques pour les relativismes (même si les institutions obligent encore à en passer par les urnes pour accéder aux leviers politiques institués).



[6] Voir sur ces points NEVEU, Eric. Sociologie des mouvements sociaux. Paris : La Découverte, 1996, 2002 et aussi OFFERLE, M. Sociologie des groupes d'intérêt. Paris : Montchrestien, 1994.

Si la forme standard des partis est épuisée, c'est avant tout :

- parce qu'un seul modèle, celui des modernes, s'est imposé, avec une confiscation générale par les experts,
- que les partis de masse avec leaders n'ont débouché que sur des opérations totalitaires
- alors que les partis d'opinion sont en fait d'emblée confisqué par les médias qui les co-produisent pourrait on dire. Avec un succès tel que le modèle de l'opinion sape toutes les procédures de représentation et de délégations internes classiques pour finir par discréditer tous les politiques.

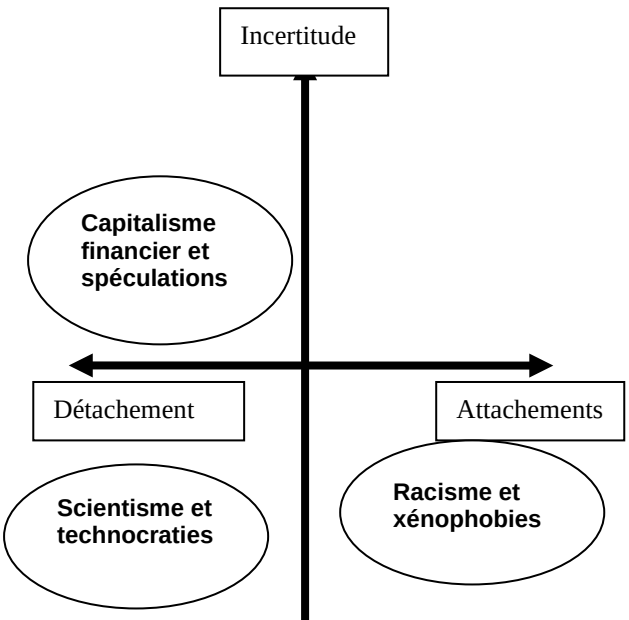
La structure mise en place d'un point de vue cosmopolitique ne peut se contenter de faire comme si la vie politique était faite de problèmes, de dossiers, de cas, d'idées ou de programmes : la base institutionnelle de cette politique là est toujours incorporée, elle est toujours traduite par la sélection des humains en chair et en os, qui vont porter la parole, la représentation et qui seuls permettent aux idées ou aux question d'exister, de se déplacer. Toute cosmopolitique doit donc aussi traiter ces procédures de conversion des questions en humains, cette sélection des humains représentants qui étaient jusqu'ici les fonctions dévolues aux partis (et les seules qui comptent).
Les choses du peuple peuvent ainsi être recomposées à travers l'exercice de la boussole, de façon différente, sans que des autorités, des experts ou des célébrités puissent monopoliser leur représentation : ce sont les formats de ces collectifs qui permettent de récupérer du pouvoir, de produire cet empowerment que Jacques Donzelot décrit si bien dans « Faire société »[7] .
La nécessité des ennemis

La terminologie « ennemis » est toujours mal vue en politique, parce que cela suppose des logiques guerrières que l'on n'a de cesse de dénier. Carl Schmitt[8] l'a redéfini en montrant comment la guerre ne visait en rien des ennemis, qu'on aurait voulu éliminer en leur refusant toute possibilité de composition d'un monde commun, mais seulement des étrangers à qui on s'adresse sans haine. Toute guerre en effet se termine par un traité qui est l'expression même de cette acceptation de l'autre pour composer un monde commun. Pourtant, cet affadissement de la notion d'ennemis conduit à ce travers général de la politique contemporaine dit du consensus, de la confusion des camps et des programmes, qui contribue notamment au discrédit des politiques. Les programmes révolutionnaires qui visent à l'élimination d'une couche sociale possèdent, grâce à cette lisibilité des ennemis qu'ils désignent, une force mobilisatrice, certes réductrice, mais qui permet de produire de la « figure sociale », de représenter le conflit social sous des traits identifiables. Les cosmopolitiques qui travaillent à

[7] DONZELOT, Jacques, Faire société. La politique de la ville aux Etats-Unis et en France, Paris : Le Seuil, 2003.

[8] SCHMITT, Carl. La notion du politique, Paris : Calmann-Levy 1972.

la composition des mondes communs sont mal à l'aise pour désigner des ennemis. Trop alertées sur la complexité qui unit des contraires, et qui conduit toutes les bonnes intentions réductrices à produire des effets pervers, elles pourraient rapidement apparaître comme une version étendue d'une pratique du consensus, étendue aux objets et à la nature, certes mais aussi à tous les adversaires que les camps politiques ne cessent de désigner.
Or, la désignation d'ennemis me paraît indispensable pour l'ébranlement, pour la mise en mouvement, ce qui se traduit le plus souvent par cet élan « contre », comme toute forme de résistance quasi spontanée. Mais elle est aussi indispensable pour fixer une limite à la composition du monde commun, pour pouvoir arrêter le travail de composition. La définition des ennemis ne peut alors être essentialiste, elle devient pluraliste selon les sphères d'action. Il ne s'agit pas de désigner « en soi » , en tous lieux et en toutes circonstances, des êtres qui ne pourraient définitivement plus participer à la composition du monde commun, qui de ce fait ne participeraient plus à la commune humanité. C'est seulement dans le cadre d'une controverse et de la composition d'un monde particulier que certains ennemis peuvent être désignés. Attention, ce ne sont pas les adversaires, ni les opposants ni les concurrents. Ce ne sont, de façon très précise, que ceux qui se donnent pour tâche d'empêcher toute composition du monde commun. Les positionnements que nous avons évoqués, tradition, modernisme, relativisme, ne sont en rien des ennemis, puisqu'il faut composer avec eux. Les exclus de la composition, comme les désigne Bruno Latour, ne sont pas non plus des ennemis : les habitants riverains du nouveau tracé qui ont été exclus des premiers accords ne sont pas pour autant des ennemis. Ils restent à l'écart mais auraient très bien pu y participer. Les ennemis ne sont pas non plus les boucs-émissaires dont on sait à quel point ils viennent à la place d'autre chose.
Seuls seront ainsi considérés comme ennemis ceux qui effectuent des passages à la limite des principes de chaque positionnement, au point de rendre impossible tout monde commun. Ainsi, les racistes fondent en nature les appartenances et les hiérarchies sociales de la tradition et, sur la base de ce principe, aucun monde commun ne peut plus être composé. Ils doivent donc devenir des ennemis parce que leur propre vision rend impossible tout débat. De la même façon, les scientistes poussent à la limite les principes de domination de la raison telle qu'elle est portée par les scientifiques, au point de clore a priori le débat au nom de l'autorité de leurs arguments. Enfin, le capitalisme financier ou plus largement immatériel, est devenu hégémonique au point de relativiser tous les biens et toutes les exigences de production du monde industriel : tout doit être soumis à une mutation en valeur financière qui doit circuler à une vitesse extrême sous une forme universelle traitée par les systèmes d'information financiers. Dans ces conditions, le monde vécu, et les stabilités, les lenteurs qu'il suppose, sont un obstacle, un ennemi pour le capitalisme financier. C'est pourquoi ce capitalisme là doit être désigné comme ennemi avec qui aucune composition n'est possible. Car composer suppose stabilisation des êtres, reconnaissance de la diversité de leurs propriétés, etc.



Conclusion

La prise en compte empirique, voire même phénoménologique, de l'engagement politique conduit à réintroduire les corps des élus et les dispositifs qui les formatent, les partis. Les cosmopolitiques ne peuvent ignorer cette médiation puissante, qui reste une contrainte pour toute l'activité de composition des mondes : il faut en effet admettre qu'une coupure intervient à un moment donné, une transmutation des choses du peuple en choses du gouvernement, avec ce filtre essentiel de la qualification politique effectué à travers le prisme des choses des partis.
Les élus qui sont issus de cet élevage intensif et hors sol possèdent une responsabilité considérable dans la mise en scène et dans la mise en rythme de la vie commune : sans doute, d'ailleurs n'ont ils guère d'autres pouvoirs réels que celui qui consiste à fixer l'agenda, comme on le dit, des mises en chantier des choses publiques. Cela suppose cependant un art particulier qui comporte au moins deux aspects importants :

- Savoir ouvrir et savoir fermer. Isabelle Stengers parle de dissoudre et d'assembler, ce qui n'est pas si éloigné. Les phases des politiques de la nature construites par B. Latour ne se déroulent pas d'elles-mêmes : elles sont fixées en fait par les hommes politiques, qui peuvent décider de continuer la consultation et l'exploration ou au contraire de fermer la controverse et de chercher à instituer la décision. Les camps n'ont d'ailleurs pas grand chose à faire dans cette différence de pratique et certains élus ou membres du gouvernement , de gauche ou de droite, sont connus comme portés à la consultation, à la négociation, ou plutôt efficaces en matière de décision. Là encore, il serait abusif de valoriser a priori l'une ou l'autre de ces postures, tant il est nécessaire de rappeler que toute controverse doit être close pour que les consultations aient servi à quelque chose.
- C'est alors que la seconde compétence entre en jeu, celle qui porte sur le rythme de ces ouvertures et fermetures, de ces débats et de ces décisions. Le « calendrier » est de ce point de vue une obsession constitutive du politique : les fenêtres pour agir sont brèves, et l'art du moment opportun, du kairos, fait partie de l'arsenal fondamental de tout homme politique.

Loin d'être affaire de camp et de programme, qui constituent les choses des partis, ces deux compétences, que sont l'art de l'ouverture et de la fermeture des controverses et celui du kairos, ne sont apprises que dans le cadre des partis, de ces entreprises d'élevage d'un certain type d'animal politique chargé de gérer notre « être-ensemble » . Aucune école, aussi grande soit-elle, n'apprend ce « sens politique » incorporé à travers de longues batailles et des

marques personnelles qui émerveillent et effraient à la fois lorsqu'en émergent ce qu'on appelle parfois des « bêtes politiques ». Fonder des cosmopolitiques sans imaginer quelle institution permettrait de forger des êtres adaptés à ces politiques et capables à la fois de les incorporer et de les mettre en œuvre dans l'espace politique tel qu'il est, serait manquer une médiation constitutive.